



## Bulletin d'information du Bureau du Procureur

Numéro 100

14 septembre –  
10 octobre

- **Autorisation d'enquêter en Côte d'Ivoire**

## ACTUALITÉS



### La Chambre préliminaire III autorise l'ouverture d'une enquête en Côte d'Ivoire

3 octobre – La Chambre préliminaire III a rendu à la majorité des juges qui la composent une [décision](#) dans laquelle elle fait droit à la requête du Procureur aux fins de l'ouverture d'une enquête sur les crimes présumés relevant de la compétence de la Cour, commis en Côte d'Ivoire depuis le 28 novembre 2010, ainsi que sur les crimes qui pourraient être commis à l'avenir dans le contexte de cette situation. La Chambre a également enjoint au Procureur de lui fournir, dans un délai d'un mois, toute information supplémentaire sur des crimes susceptibles de relever de la compétence de la Cour commis entre 2002 et 2010.

Le Procureur Moreno-Ocampo a [déclaré](#) à ce sujet : « En rendant leur décision, les juges ont veillé à ce que justice soit rendue pour les victimes en Côte d'Ivoire. Je mènerai une enquête efficace, indépendante et impartiale. Il s'agit d'un processus judiciaire et l'enquête sera guidée uniquement par le droit. Mon Bureau commencera dès aujourd'hui à recueillir des éléments de preuve en toute impartialité et de manière indépendante. Nous présenterons nos dossiers devant les juges dès que nous serons en mesure de le faire et il leur appartiendra de déterminer qui devra être jugé. » Il a ajouté pour souligner l'importance des efforts mobilisés sur le plan national en matière de justice : « Notre enquête doit s'inscrire dans les efforts déployés sur le plan national et international pour empêcher que de nouveaux crimes ne soient commis en Côte d'Ivoire. La Commission dialogue, vérité et réconciliation récemment établie jouera un rôle essentiel dans la réalisation de ces efforts. Il pourrait s'avérer nécessaire que les autorités nationales définissent d'autres activités afin d'aider les victimes, de garantir une coexistence pacifique et d'empêcher l'éruption de nouvelles violences. Nous devons tous nous unir pour promouvoir la justice et la réconciliation en Côte d'Ivoire. »

Le 18 avril 2003, la Côte d'Ivoire, qui n'est pas partie au Statut de Rome, a [reconnu la compétence](#) de la Cour, et la Présidence de la République de Côte d'Ivoire a [confirmé cette déclaration de reconnaissance](#) les 14 décembre 2010 et 3 mai 2011.

# Activités du Bureau du Procureur

## APERÇU

7 situations faisant l'objet d'une enquête  
12 affaires concernant 25 personnes  
18 mandats d'arrêt – 11 fugitifs  
3 procès en cours  
3 procédures de confirmation des charges  
8 examens préliminaires sur 4 continents différents

## I. Examens préliminaires

Les examens préliminaires se rapportent au processus d'analyses en vertu duquel le Bureau du Procureur détermine s'il existe une base raisonnable pour ouvrir une enquête dans une situation donnée.

Conformément à l'article 15 du Statut, le Bureau du Procureur recueille et évalue de sa propre initiative des informations émanant de sources multiples ; y compris les « communications » fournies par des personnes ou des parties concernées (**phase 1 – examen initial**). En respectant un processus séquentiel, et quel que soit le mécanisme par lequel la compétence de la Cour a été déclenchée, le Bureau applique les mêmes critères juridiques que ceux exposés à l'article 53 du Statut, à savoir la **compétence *ratione temporis/ratione loci/ratione personae*** (**phase 2a**), la **compétence *ratione materiae*** (**phase 2b**), la **recevabilité**, notamment le critère de complémentarité et de gravité (**phase 3**) et l'**intérêt de la justice** (**phase 4**).

Actuellement, neuf situations font l'objet d'un examen préliminaire du Bureau du Procureur : la [Palestine](#) (phase 2a), l'[Afghanistan](#), le [Honduras](#), la [Corée](#) et le [Nigéria](#) (phase 2b), la [Colombie](#), la [Géorgie](#) et la [Guinée](#) (Phase 3).

## II. Enquêtes et poursuites

1. Situation en [République démocratique du Congo](#) (RDC) – Renvoi : avril 2004

Ouverture de l'enquête : juin 2004

### Procès

*Le Procureur c. [Thomas Lubanga Dyilo](#)* – accusé de crimes de guerre commis contre des enfants en Ituri en 2002 et 2003

État d'avancement : clôture des débats le 26 août 2011, attente du prononcé du jugement

*Le Procureur c. [Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui](#)* – accusés de crimes de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis lors de l'attaque du village de Bogoro en Ituri le 24 février 2003

État d'avancement : présentation des moyens à décharge

### Audience de confirmation des charges

*Le Procureur c. [Callixte Mbarushimana](#)* – accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, dont des violences sexuelles à grande échelle, commis dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu en 2009 et 2010

État d'avancement : audience tenue du 16 au 21 septembre 2011, attente du prononcé de la décision

### Mandat d'arrêt en cours

*Le Procureur c. [Bosco Ntaganda](#)* – accusé de crimes de guerre commis contre des enfants en Ituri en 2002 et 2003

Date de délivrance : 22 août 2006

20 septembre – L'Accusation a déposé une [requête](#) urgente aux fins de prohibition des contacts entre les accusés Mathieu Ngudjolo et Germain Katanga ainsi que leur équipe de Défense pendant la durée de leur témoignage sous serment. Lors de l'audience du 14 septembre, les conseils de la Défense de Germain Katanga et de Mathieu Ngudjolo ont confirmé que les deux accusés témoigneraient sous serment. Le début de la déposition de Germain Katanga est fixé au 27 septembre. Mathieu Ngudjolo témoignera juste après. Dans ce contexte, l'Accusation demande à la Chambre de première instance I d'ordonner au Greffe de mettre en place les mesures nécessaires pour éviter les contacts entre les deux accusés au quartier pénitentiaire ainsi qu'au cours de leurs différents transferts en salle d'audience, et ce pendant la durée de leurs témoignages respectifs. Elle demande également que soient interdits les contacts entre les accusés et leurs conseils (équipes de Défense et personnes

ressources) durant leur témoignage. Cette requête est fondée sur le principe général selon lequel un témoin qui a prêté serment et a comparu, est en train de déposer ou est sur le point de le faire, ne peut parler à quiconque de son témoignage. Il s'agit en effet d'éviter toute interférence entre les témoins, ce que rappelle régulièrement la Chambre qui veille à ce qu'aucun d'eux ne discute avec qui que ce soit de la teneur de sa déposition.

## 2. Situation en [Ouganda](#) – Renvoi : janvier 2004

Ouverture de l'enquête : juillet 2004

### Mandats d'arrêt en cours :

*Le Procureur c. [Joseph Kony](#) et consorts* – accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis lors de l'insurrection de l'ARS dans le nord de l'Ouganda de 2002 à 2004

Date de délivrance : 8 juillet 2005

## 3. Situation au [Darfour \(Soudan\)](#) – Renvoi : mars 2005

Ouverture de l'enquête : juin 2005

### Procès

*Le Procureur c. [Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus](#)* – accusés de crimes de guerre commis lors d'une attaque contre la base des soldats de l'Union africaine chargés du maintien de la paix à Haskanita, au Darfour-Nord, le 29 septembre 2007

État d'avancement : confirmation des charges, date de l'ouverture du procès à fixer

### Présentation à venir de nouveaux éléments de preuve à charge

*Le Procureur c. [Bahar Idriss Abu Garda](#)* – accusé de crimes de guerre commis lors de l'attaque contre la base des soldats de l'Union africaine chargés du maintien de la paix à Haskanita, au Darfour-Nord, le 29 septembre 2007

### Mandats d'arrêt en cours :

*Le Procureur c. [Omar Al Bashir](#)* – accusé de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide dans le cadre de la campagne anti-insurrectionnelle menée au Darfour de 2003 à 2008 (au moins)

Dates de délivrance : 4 mars 2009 et 12 juillet 2010

*Le Procureur c. [Ali Kushayb](#) et [Ahmad Harun](#)* – accusés de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité commis lors des attaques menées contre la population civile au Darfour d'août 2003 à mars 2004

Date de délivrance : 27 février 2007

28 septembre – Dans l'affaire *Le Procureur c. [Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus](#)*, la Chambre de première instance IV a rendu sa [décision](#) relative à l'effet sur la procédure de l'Accord relatif aux éléments de preuve [présenté](#) conjointement par l'Accusation et la Défense conformément à la règle 69. Aux termes de cet accord, les accusés ne pouvaient contester que trois questions précises, à savoir : i) l'attaque menée contre la base militaire d'Haskanita le 29 septembre 2007 était-elle illicite ? ; ii) si l'attaque était jugée illicite, les accusés avaient-ils conscience des circonstances de fait établissant le caractère illicite de l'attaque ? ; et iii) la MUAS était-elle engagée dans une mission de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations Unies ? Tous les autres faits ne feraient l'objet d'aucune objection. La Chambre de première instance a jugé que l'accord en question avait pour effet de réduire l'étendue des questions devant être examinées lors du procès et que, dans l'intérêt de la justice et pour assurer un déroulement rapide de la procédure, le procès ne porterait que sur les trois questions visées plus haut et que les parties n'auraient pas à présenter des éléments de preuve ou des arguments sur des questions autres que celles qui sont contestées.

## 4. Situation en [République centrafricaine](#) (RCA) – Renvoi : janvier 2005

Ouverture de l'enquête : mai 2007

### Procès :

*Le Procureur c. [Jean-Pierre Bemba Gombo](#)* – accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, y compris des viols à grande échelle, commis en RCA entre le 26 octobre 2002 et le 15 mars 2003

État d'avancement : présentation des moyens à charge

**Audience de confirmation des charges :**

Le Procureur c. [William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey et Joshua Arap Sang](#) – accusés de crimes contre l’humanité commis lors des violences postélectorales survenues au Kenya entre le 30 décembre 2007 et fin janvier 2008

État d’avancement : audience tenue du 1<sup>er</sup> au 9 septembre 2011, attente du prononcé de la décision

Le Procureur c. [Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali](#) – accusés de crimes contre l’humanité commis lors des violences postélectorales survenues au Kenya entre le 24 et le 31 janvier 2008

État d’avancement : audience tenue du 21 septembre au 6 octobre 2011, attente du prononcé de la décision

19 septembre – L’Accusation a déposé un corrigendum à sa [réponse](#) à l’[exception](#) d’incompétence [présentée](#) le 30 août par la Défense dans la première affaire relative à la situation au Kenya. Bien qu’elle invoque des exceptions d’incompétence, la Défense soulève en réalité deux types de problèmes : i) une question de droit en ce qui concerne l’interprétation qui doit être donnée à l’expression « politique d’une organisation » à l’article 7-2-a du Statut ; et ii) le fait de savoir si les accusations portées sont claires et exhaustives et si les éléments de preuve fournis par l’Accusation suffisent à prouver qu’il existait une politique d’une organisation visant à lancer des attaques contre la population civile. L’Accusation demande aux juges de rejeter l’exception soulevée par la Défense. Tout d’abord, nonobstant l’auto-qualification de tels arguments, ces derniers ne constituent pas un recours contre la compétence *ratione materiæ* de la Cour. Ils devraient être soulevés au moment opportun et non dans le cadre d’une exception d’incompétence afin d’éviter d’avoir à les inclure dans un mémoire présenté après la confirmation des charges. Enfin, les questions factuelles soulevées par la Défense – à savoir que les accusations ne parviennent pas à démontrer, ou que les éléments à charge ne prouvent pas, l’existence d’une politique d’une organisation – sont également invoquées à tort comme exception d’incompétence. Elles peuvent elles aussi être soulevées dans des mémoires présentés après la confirmation des charges.

20 septembre – La Chambre préliminaire a rendu sa [décision](#) relative à la requête présentée par les autorités kényanes le 16 septembre 2011, par laquelle elles demandaient « à être autorisées à bénéficier d’une représentation légale dans le prétoire » tout au long de l’audience de confirmation des charges, dans l’affaire *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali*. La Chambre a rejeté cette demande et indiqué : « l’audience de confirmation des charges a pour objet d’examiner, en principe, les accusations portées par le Procureur à l’encontre des suspects et non des questions qui relèvent de la coopération entre les États et la Cour. Par conséquent, les demandes présentées par les autorités kényanes au titre de l’article 93-10 du Statut ne sauraient être prises en considération au moment de l’examen au fond de la présente requête. L’argument avancé par celles-ci, à savoir la participation présumée de la “Présidence”, semble se fonder sur une interprétation particulière du document de notification des charges et ne suffit pas en soi à justifier un renvoi automatique aux intérêts de la sécurité nationale. En outre, la seule mention du mot “Présidence” dans le document de notification des charges ne saurait compenser l’absence de preuves réelles démontrant l’existence de “renseignements ou de documents d’un État” qui rempliraient les exigences juridiques définies à l’article 72 du Statut. Par conséquent, l’argument présenté par les autorités kényanes doit être rejeté. »

**Mandats d’arrêt en cours :**

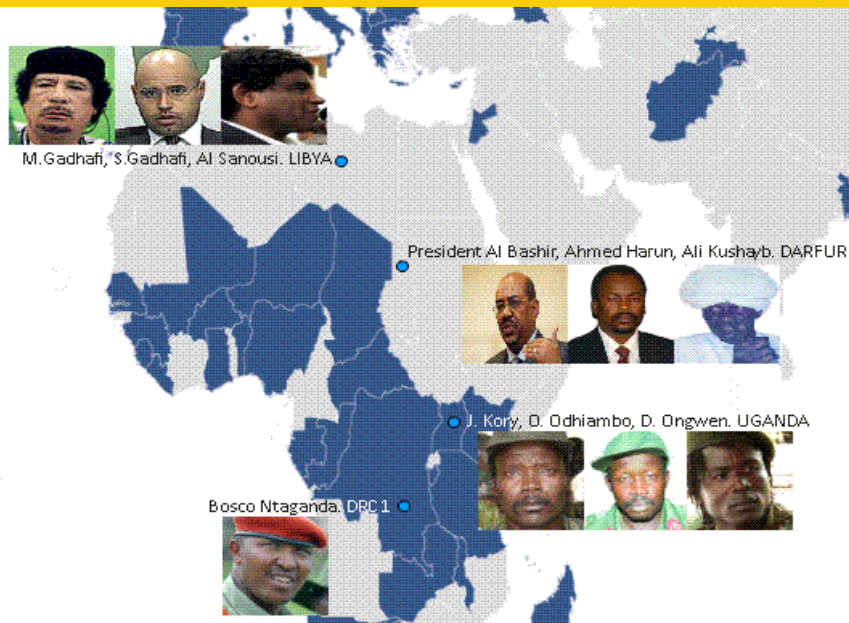
Le Procureur c. [Muammar Abu Minya Qadhafi, Saïf Al Islam Qadhafi](#) et [Abdullah Al-Senussi](#) – accusés de crimes contre l’humanité commis lors des attaques menées contre la population civile par les forces de sécurité libyennes du 15 au 28 février 2011 au moins.

Date de délivrance : 27 juin 2011

État d’avancement : Le 3 octobre 2011, la Chambre préliminaire III a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête dans la situation en Côte d’Ivoire depuis le 28 novembre 2010.

### III. Arrestations – Coopération

#### 10 PERSONNES RECHERCHÉES PAR LA COUR



*Le Procureur c. Bosco Ntaganda (cliquez [ici](#) pour plus d'informations)*

**Situation géographique : RDC : à l'intérieur du pays et autour de Goma**

*Le Procureur c. Joseph Kony et consorts (cliquez [ici](#) pour plus d'informations)*

**Situation géographique : à différents moments, dans la zone frontalière entre la RDC, la République centrafricaine et le Sud-Soudan**

*Le Procureur c. Mouammar Qadhafi, Saïf Al-Islam Qadhafi et Abdullah Al-Senussi (cliquez [ici](#) pour plus d'informations)*

**Situation géographique : Libye**

15 septembre – Une délégation de députés népalais de l'Action mondiale des parlementaires a visité la Cour et rencontré des membres du Bureau du Procureur. Elle a remercié le Bureau de lui avoir fourni des renseignements lors de la réunion qui lui ont permis de dissiper certaines idées fausses en ce qui concerne la ratification du Statut de Rome et la coopération avec la Cour.

16 septembre – Dans sa résolution 2009 (2011), le Conseil de sécurité de l'ONU a unanimement [créé](#) une Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL). Il rappelle sa « décision de saisir le Procureur de la Cour pénale internationale de la situation en Libye et l'importance de la coopération pour que les auteurs de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, et les complices d'attaques dirigées contre la population civile, soient amenés à répondre de leurs actes » et a exhorté « les autorités libyennes à défendre et protéger les droits de l'homme, y compris ceux des personnes appartenant à des groupes vulnérables, à s'acquitter de leurs obligations en vertu du droit international, y compris du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme, et [a] appell[é] à faire rendre des comptes conformément aux normes internationales à quiconque est responsable des violations, y compris de violences sexuelles ».

19 septembre – Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a engagé un [dialogue interactif](#) avec la Commission d'enquête de l'ONU sur la Libye. La France a salué le travail accompli par cette Commission et s'est notamment félicitée des relations établies avec la CPI. La Belgique a remercié la Commission et précisé que dans le cadre de la lutte contre l'impunité, qu'elle considère comme une priorité, il y avait lieu de s'occuper des violations commises par le régime. Dans cette optique, elle a vivement approuvé la coopération instaurée avec la CPI. L'Autriche s'est félicitée du renvoi de la situation devant la CPI et a invité tous les États à coopérer pleinement avec celle-ci. Le Danemark a condamné les graves violations des droits de l'homme et du droit international commises par l'ancien régime libyen et demandé instamment que les responsables de ces actes soient traduits en justice en collaboration avec la Cour. L'Union européenne a exhorté tous les pays à coopérer pleinement avec la CPI.



Le Procureur c. Ahmed Harun et Ali Kushayb (cliquez [ici](#) pour plus d'informations)

Situation géographique : **Kordofan méridional (Soudan) (A. Harun)**

**Soudan (A. Kushayb)**

Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir (cliquez [ici](#) pour plus d'informations)

Situation géographique : **Khartoum (Soudan)**

#### IV. Autres activités en matière de coopération



**19 septembre** – De hauts représentants du Bureau ont participé au premier séminaire régional de la Cour qui s'est tenu à Tunis (Afrique du Nord). Cet événement s'est déroulé du 19 au 23 septembre, sous le haut patronage du Président de la République de Tunisie. Ils se sont félicités de ces séances de formation et de ces échanges organisés en Tunisie, pays en pleine transition politique qui vient de ratifier le Statut de Rome, symbole fort de son engagement dans la lutte contre l'impunité. Ils ont également remercié les participants d'être venus sur place, ainsi que les autorités tunisiennes qui n'ont pas ménagé leurs efforts pour que cet événement puisse voir le jour.

Lors des cinq journées du séminaire, les participants originaires de neuf pays de la région ont échangé leurs vues avec de hauts représentants de la Cour et des expert internationaux afin de « mieux comprendre le système de la Cour pénale internationale ». Plusieurs ateliers ont permis de débattre de questions telles que la complémentarité, la coopération internationale et la représentation légale des suspects et des victimes.

**20 septembre** – Avec plus de 26 000 résultats de recherche et 1 400 visiteurs par mois, la base de données des outils juridiques de la CPI a franchi une étape décisive. Elle est devenue la première source d'informations juridiques concernant les principaux crimes internationaux, que le public peut consulter gratuitement à l'adresse [www.legal-tools.org](http://www.legal-tools.org). La semaine dernière, elle comptait 48 202 documents juridiques librement consultables, dont 11 272 produits par la CPI elle-même, 13 200 documents-clés émanant d'autres juridictions pénales internationales, 1 891 documents portant sur les principaux crimes internationaux dans le cadre d'affaires nationales, un outil de pointe permettant d'effectuer des recherches dans des législations nationales et 8 991 documents préparés lors des négociations relatives à l'élaboration du Statut de la Cour, de son Règlement de procédure et de preuve et des Éléments des crimes, y compris les amendements aux dispositions du Statut concernant les crimes.



**20 septembre** – Fatou Bensouda, procureur adjoint, s'est vue décerner le prix World Peace Through Law Award par la faculté de droit de l'Université de Washington. Ce prix récompense les personnes qui se sont illustrées dans le domaine du droit international. Le procureur adjoint a déclaré : « *La justice internationale, la justice nationale, la recherche de la vérité et les négociations de paix peuvent et doivent aller de pair ; elles ne peuvent se substituer l'une à l'autre pour atteindre un but mais elles peuvent être combinées au sein d'une solution globale* ».

**21 septembre** – La République des Maldives a déposé son instrument de ratification du Statut de Rome auprès du Secrétaire général de l'ONU au Bureau des traités de l'Organisation, devenant de ce fait le 118<sup>e</sup> État membre de la CPI.

**21-27 septembre** – À l'occasion du [débat général de l'Assemblée générale des Nations Unies](#), l'Estonie, la Lettonie, la Croatie, le Costa Rica, le Monténégro, le Bangladesh, la Trinité-et-Tobago, la Belgique, la Tunisie, le Botswana, les Maldives, le Liechtenstein et la Norvège ont évoqué le travail accompli par la CPI. La représentante du Liechtenstein a déclaré que « le rôle central joué par la Cour dans bon nombre de situations illustr[ait] le profond changement du système apporté par le Statut du Rome », tandis que la représentante du Bangladesh a souligné : « *En tant qu'État partie au Statut de Rome [...], nous avons foi dans les dispositions du Statut qui prévoient que les criminels soient traduits en justice. C'est le seul moyen de guérir les plaies du passé et de sceller la réconciliation nationale* ». Les représentantes du Costa Rica et du Botswana ont quant à elles respectivement affirmé : « *La CPI est aujourd'hui le principal mécanisme multilatéral permettant [de juger et de punir les responsables de crimes contre l'humanité] [...] il faut à tout prix soutenir son action afin que les dispositions du Statut de Rome se traduisent pleinement dans les faits* ».

**5 octobre** – Dans le cadre de la 66<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, Rose Migiro, s'est [exprimée](#) sur les efforts déployés par l'ONU pour « renforcer le système de justice pénale internationale mis en place par le Statut de Rome » et aider les États à remplir la responsabilité qui leur incombe en premier lieu d'enquêter sur les crimes internationaux graves et d'en juger les auteurs. Le rapport annuel du Secrétaire général de l'ONU sur la question de l'État de droit, [publié](#) le 8 août 2011, fait mention des déclarations en faveur de l'action de la CPI faites par l'Autriche, l'Australie, le Danemark, la Finlande, le Royaume-Uni, la Slovaquie, la Suède et la Suisse. L'Autriche par exemple, à l'instar de la majeure partie des pays, a présenté la Cour comme « *l'un des outils les plus efficaces pour soutenir la règle de droit et lutter contre l'impunité* ». Nombre d'autres États, tels que le Danemark, la Finlande et le Kenya, se sont particulièrement attachés à la question de la complémentarité positive et à la possibilité de renforcer les mécanismes judiciaires nationaux existants.

**5-6 octobre** – La 16<sup>e</sup> table ronde en matière de stratégie du Bureau du Procureur avec les ONG s'est tenue à la Cour. Le Procureur a ouvert la session et résumé les leçons tirées de la coopération entre le Bureau du Procureur et la société civile. Il a en outre souligné la nécessité de mener une action coordonnée et d'apporter un soutien dans le cadre des affaires portées devant la Cour et des enquêtes. Le procureur adjoint a présenté les dernières évolutions concernant les différents procès et les audiences de confirmation des charges, et s'est focalisé sur la clôture de la première affaire portée devant la CPI, l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga*. Pendant le reste de la réunion qui s'est étalée sur deux jours, les membres des ONG ont discuté de la politique du Bureau du Procureur en matière de communication et d'information publique, et se sont concentrés sur les situations en Côte d'Ivoire et au Kenya. D'autres discussions ont porté sur les stratégies en matière d'arrestation, la préparation du budget pour 2012, le manuel des opérations et les politiques du Bureau du Procureur.

## V. Événements à venir

Octobre						
					1	2
3	4	5 <i>Table ronde du Bureau du Procureur avec les ONG</i>	6 <i>Table ronde du Bureau du Procureur avec les ONG</i>	7	8	9
10	11	12	13	14	15 <i>Le Procureur visite la Côte d'Ivoire</i>	16
17 <i>Participation du Procureur à un séminaire sur la CPI avec le Président de l'AEP, au Liechtenstein</i>	18	19	20	21	22	23
24	25	26	27	28	29	30
31						

Novembre						
1	2 <i>Discours du Procureur sur la situation en Libye devant le Conseil de sécurité de l'ONU, à New York</i>	3	4 <i>Discours liminaire du Procureur à l'occasion de la réunion semestrielle de l'ASIL, à Los Angeles</i>	5	6 <i>Le Procureur assiste à la projection du film « The Prosecutor » à l'Université de Californie du Sud, à Los Angeles</i>	7

8	9 <i>Discours du Procureur à l'occasion de la conférence de la Hague Academic Coalition, à La Haye</i>	10	11	12	13	13
15 <i>Le procureur adjoint assiste à la projection de « The Prosecutor » à l'Université d'Oxford, à Oxford</i>	16 <i>Discours du Procureur au Forum JFK, à l'Université d'Harvard, à Cambridge (Massachussetts)</i>	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28
29	30					

## VI. Autres informations

\* Le présent document expose le point de vue du Bureau du Procureur de la CPI. Pour de plus amples informations, veuillez contacter M<sup>me</sup> Olivia Swaak-Goldman, conseillère en coopération internationale au Bureau du Procureur : [OTP.Briefing@icc-cpi.int](mailto:OTP.Briefing@icc-cpi.int)